

# Histoire

## CHAPITRE 6 – Le modèle britannique et son influence

### Cours p. 178 : L'Angleterre : une monarchie parlementaire

#### A. L'absolutisme contesté

##### a. Des tensions politico-religieuses

- Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'Église officielle anglicane, fondée en 1559, rassemble plus de 90 % des Anglais. Mais elle est rejetée par la minorité catholique et contestée par les **puritains**. Bien que minoritaires, ces derniers sont bien représentés à la chambre des Communes. Ils veulent limiter le pouvoir royal du fait de ses liens avec l'anglicanisme.

##### b. L'échec de la monarchie absolue (1603-1660)

- En 1603, la dynastie Stuart [**doc. 2**], qui règne sur l'Écosse depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, étend son pouvoir à l'Angleterre. Les Stuart tentent d'imposer une monarchie absolue, mais le Parlement s'y oppose. Sous sa pression, le roi Charles I<sup>er</sup> est contraint de signer, en 1628, une **Pétition du droit** limitant son pouvoir.

- La politique de Charles I<sup>er</sup>, jugée favorable aux catholiques, engendre une guerre civile (1643-1649), gagnée par les puritains. Le roi est décapité en 1649 et Oliver Cromwell fonde une république, qui devient une dictature (1649-1660).

### c. La monarchie limitée (1660-1689)

- La royauté est restaurée en 1660, mais Charles II doit accepter la loi sur l'**Habeas Corpus** en 1679. En 1688, son frère, Jacques II, est contraint à l'exil après trois ans de règne, car il est catholique et ne respecte pas les droits du Parlement.
- En 1689, le Parlement offre le trône à la fille du roi déchu, Marie, et à son époux, le protestant hollandais Guillaume d'Orange, à condition qu'ils respectent le **Bill of Rights**. Cette seconde révolution, moins sanglante que celle de 1649, est appelée « la Glorieuse Révolution ».

## Cours p. 179

### B. L'installation d'un régime parlementaire

#### a. L'affirmation du Parlement (1689-1714)

• Après 1689, le roi ne peut gouverner sans l'accord du Parlement. En 1701, la loi d'Établissement modifie les règles de la succession royale : l'accès au trône est désormais interdit aux catholiques. Lorsque la reine Anne I<sup>ère</sup> meurt sans héritier en 1714, c'est le prince protestant de Hanovre Georges I<sup>er</sup> qui lui succède. Entretemps, en 1707, les parlements anglais et écossais ont fusionné et adopté l'acte d'union donnant naissance au Royaume-Uni de Grande-Bretagne [**doc. 1**].

#### b. Le rôle croissant du Premier ministre (1714-1800)

• Georges I<sup>er</sup>, qui ne parle pas anglais et vit en Allemagne, délègue le pouvoir à un Premier ministre. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le rôle de ce dernier s'accroît et il devient un acteur indispensable du **régime parlementaire** [**doc. 3**].

• À partir de 1782, les parlementaires s'autorisent à renverser un gouvernement en cas de désaccord politique. Les rois sont, dès lors, contraints de nommer Premier ministre le chef du parti majoritaire aux Communes.

#### c. Le modèle anglais

• Même si le droit de vote est réservé à une minorité (les Anglicans les plus riches, soit 20 à 25 % des hommes adultes), le régime politique anglais est célébré par les philosophes des Lumières. Voltaire, qui séjourne à Londres de 1726 à 1729, en fait l'éloge dans ses Lettres philosophiques (ou Lettres anglaises) (1733), tandis que Montesquieu voit dans la « constitution anglaise » un modèle d'équilibre des

pouvoirs. Les penseurs britanniques, comme l'Anglais John Locke ou l'Écossais David Hume, sont traduits et lus dans toute l'Europe.

## Cours p. 180 : Les États-Unis : une république fédérale

### A. La révolte des colonies anglaises d'Amérique

#### a. Une révolte contre les impôts de la métropole

- L'Angleterre impose à ses colonies nord-américaines des taxes sur le sucre (Sugar Act, 1764) et les documents officiels (Stamp Act, 1765). N'ayant pas de représentants au Parlement anglais, les colons estiment que celui-ci n'a pas le droit de leur imposer ces taxes.

- Le 5 mars 1770, une émeute à Boston fait cinq morts. Le 15 décembre 1773, des contestataires attaquent trois navires et jettent à la mer leur cargaison de thé : c'est la *Boston Tea Party*. En réaction, le Parlement anglais ferme au commerce le port de Boston et exige le remboursement des marchandises détruites.

#### b. La guerre d'Indépendance (1776-1783)

- Réunies en Congrès à Philadelphie en 1774, onze colonies anglaises d'Amérique du Nord (la Géorgie ne participe pas) apportent leur soutien au Massachusetts. Le 19 avril 1775, des heurts entre soldats anglais et colons font une centaine de morts dans les environs de Boston. Le 4 juillet 1776, un nouveau Congrès proclame l'indépendance des colonies sous le nom d'États-Unis d'Amérique.

- Les troupes anglaises, aidées par des combattants **loyalistes**, entrent alors en guerre contre les **Insurgents**, commandés par George Washington. Ces derniers reçoivent le renfort de volontaires européens comme le Français La Fayette. En 1778, la France leur apporte une aide militaire officielle. Vaincue à Yorktown en

1781, l'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique par le traité de Versailles (1783). [**doc. 1**]

## Cours p. 181

### B. La naissance des États-Unis d'Amérique

#### a. Une révolution guidée par des valeurs

- Rédigée par Thomas Jefferson, la Déclaration d'indépendance de 1776 est inspirée des idéaux des Lumières. Elle affirme le droit « naturel » de chaque individu à la vie, à la liberté et au bonheur et assure que le gouvernement repose sur le consentement des citoyens qui doivent s'insurger contre la tyrannie. Aucun de ces droits n'est toutefois reconnu aux Amérindiens et aux esclaves noirs, tandis que les femmes sont exclues du droit de vote et d'éligibilité.

#### b. Des institutions novatrices

- Les États-Unis sont une république fédérale. Chacun des treize États fédérés est libre de gérer sa politique intérieure comme il l'entend. L'État fédéral n'est compétent que pour les affaires étrangères et le commerce extérieur.
- La **Constitution** de 1787 instaure un **régime présidentiel**. Le pouvoir exécutif revient à un président élu pour quatre ans au suffrage universel indirect. Héros de la guerre d'Indépendance, George Washington est le premier à occuper cette fonction. Le pouvoir législatif est exercé par deux assemblées, le Sénat et la Chambre des représentants. [**doc. 2**]

### c. Un vent de liberté souffle sur l'Atlantique

- Dans les autres colonies européennes d'Amérique, la victoire des Insurgents attise la soif d'émancipation. Entre 1810 et 1830, les colonies d'Amérique latine accèdent à leur tour à l'indépendance. Mais elles échouent à instaurer un système fédéral (une **fédération**) les réunissant. En Europe, la révolution américaine est un exemple pour ceux qui contestent la monarchie autoritaire.

## Explorer p. 186

### 1. Comment le Parlement limite-t-il le pouvoir royal au XVII<sup>e</sup> siècle ?

#### Le roi et le Parlement

La limitation du pouvoir royal par un contre-pouvoir parlementaire trouve ses origines dans la Grande Charte (Magna Carta) de 1215. Le roi Jean sans Terre y concédait un droit de regard sur les finances du royaume aux barons qui s'étaient rebellés contre sa politique fiscale.

À partir de 1603, la dynastie des Stuarts tente de revenir sur cette tradition pour instaurer une monarchie absolue d'inspiration française.

#### De l'Habeas Corpus (1679) au Bill of Rights (1689)

Cette politique provoque l'hostilité du Parlement qui, en 1679, impose au roi Charles II l'Habeas Corpus qui l'oblige à faire valider par un juge toute arrestation. La « Glorieuse Révolution » de 1688 renverse la dynastie des Stuarts. Devenu roi en 1689, Guillaume III doit accepter le Bill of Rights. Ce texte renforce les pouvoirs du Parlement, que le roi doit consulter pour lever des impôts ou des troupes. Il réaffirme également les libertés individuelles.

## **Doc 1 p. 186 : L'*Habeas Corpus* vu de France**

Lorsqu'un Anglais est arrêté, à moins que ce ne soit pour crime digne de mort, il envoie une copie du mittimus<sup>1</sup> au chancelier, ou à quelque juge [...] que ce soit, lequel est obligé, sans se déplacer, de lui accorder l'acte nommé Habeas Corpus. Sur la lecture de cet acte, le geôlier ou concierge doit amener le prisonnier et rendre compte des raisons de sa détention au tribunal auquel l'acte est renvoyé. Alors le juge prononce si le prisonnier est dans le cas de pouvoir donner caution ou non ; s'il n'est pas dans le cas de la donner, il est renvoyé dans la prison ; s'il en a le droit, il est renvoyé sous caution. C'est un des plus beaux privilèges dont une nation libre puisse jouir ; car en conséquence de cet acte, les prisonniers d'État ont le droit de choisir le tribunal où ils veulent être jugés et d'être élargis<sup>2</sup> sous caution, si on n'allègue point la cause de leur détention, ou qu'on diffère de les juger.

**Louis de Jaucourt, « Habeas Corpus », in Encyclopédie ou Dictionnaire  
raisonnée des sciences, des arts et des métiers, 1766.**

---

<sup>1</sup> Acte ordonnant une arrestation.

<sup>2</sup> Libérés.

### Doc 3 p. 187 : Le Bill of Rights

Lesdits Lords spirituels et temporels et les Communes [...] constituant ensemble la représentation pleine et libre de la Nation [...] déclarent [...] pour assurer leurs anciens droits et libertés :

1. Que le prétendu pouvoir de l'autorité royale de suspendre les lois ou l'exécution des lois sans le consentement du Parlement est illégal ;
2. Que le prétendu pouvoir de l'autorité royale de dispenser des lois ou de l'exécution des lois, comme il a été usurpé<sup>3</sup> et exercé par le passé, est illégal ; [...]
4. Qu'une levée d'impôt pour la Couronne ou à son usage, sous prétexte de prérogative, sans le consentement du Parlement, pour un temps plus long et d'une manière autre qu'il n'est ou ne sera consenti par le Parlement est illégale ; [...]
6. Que la levée et l'entretien d'une armée dans le royaume, en temps de paix, sans le consentement du Parlement, est contraire à la loi ; [...]
8. Que les élections des membres du Parlement doivent être libres ;
9. Que la liberté de parole, des débats et des procédures dans le sein du Parlement, ne peut être entravée ; [...]
13. Qu'enfin pour remédier à tous griefs et pour l'amendement, l'affermissement et l'observation des lois, le Parlement doit être fréquemment réuni.

---

<sup>3</sup> Pris de manière illégale.

Et ils requièrent et réclament avec instance toutes les choses susdites comme leurs  
droits et libertés incontestables.

**Bill of Rights, 1689.**

## Explorer p. 188

### 2. Comment les colons américains retournent-ils les libertés anglaises contre leur métropole ?

#### Des colonies sous pression

Les treize colonies anglaises sont sorties renforcées de la guerre de Sept Ans (1756-1763), qui a contraint la France à renoncer à ses possessions nord-américaines.

Mais ce conflit a coûté cher à l'Angleterre, qui souhaite en faire payer la facture aux colons. Londres instaure donc de nouvelles taxes, sur le sucre et le thé notamment, et renforce les contrôles douaniers pour faire respecter l'**exclusif**.

#### Le divorce anglo-américain

Les colons s'opposent à ces mesures en boycottant les produits anglais. Les manifestations qu'ils organisent sont réprimées par la force. Face à l'intransigeance anglaise, les représentants des treize colonies, réunis en Congrès à Philadelphie, proclament l'indépendance des États-Unis d'Amérique le 4 juillet 1776.

## **Doc 1 p. 188 : Les treize colonies se séparent de l'Angleterre**

Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. [...]

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la

Couronne de la Grande-Bretagne; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous.

**Déclaration d'indépendance des treize États-Unis d'Amérique, 4 juillet 1776.**

**Traduction française de Thomas Jefferson, qui en est le principal auteur.**

## Explorer p. 190

### 3. Comment les Amérindiens sont-ils impliqués dans la guerre d'Indépendance américaine ?

#### De vieilles tensions entre colons et Amérindiens

Dès l'implantation des colons anglais au XVII<sup>e</sup> siècle, les Amérindiens s'inquiètent d'être dépossédés de leurs terres. Néanmoins, du fait de leur division en peuples rivaux, ils ne présentent jamais un front de résistance uni. Cette division se confirme durant la guerre d'Indépendance, où des Amérindiens combattent aussi bien dans le camp des loyalistes que dans celui des Insurgents.

#### L'affaire Jane McCrea

Jane McCrea est une jeune femme qui aurait été enlevée, puis tuée en juillet 1777 par deux Amérindiens engagés aux côtés des troupes britanniques. Sa mort est immédiatement utilisée par les **Insurgents** pour dénoncer l'incapacité des Anglais à protéger les colons et inciter ces derniers à les rallier.

## Explorer p. 191

### 4. Que devient Boston King, loyaliste noir, après la guerre d'Indépendance ?

#### L'enrôlement

Pour faire face aux Insurgents, le gouverneur de Virginie Lord Dunmore publie en 1775 une proclamation promettant la liberté à tout esclave s'enrôlant dans l'armée loyaliste. En 1779, alors que la défaite anglaise semble inéluctable, les Anglais publient la proclamation de Philipsburg qui promet à tous les esclaves qui rejoindront leurs rangs « la liberté et une ferme ».

#### La défaite et l'exil

La défaite anglaise place les quelque 100 000 loyalistes noirs ayant combattu l'indépendance dans une situation périlleuse. Beaucoup sont repris et redeviennent esclaves. Certains sont exfiltrés par les Anglais vers leurs colonies du Canada, de Floride ou des Caraïbes.

L'un de ces loyalistes noirs, Boston King (v. 1760–1802) a laissé un témoignage sur son expérience. Il raconte son départ pour la colonie anglaise de la Nouvelle-Écosse, puis pour la Sierra Leone en Afrique, où d'anciens esclaves ont fondé la ville de Freetown.

## **Doc 1 p. 191 : Après la défaite**

Les horreurs et les ravages de la guerre ont heureusement pris fin et la paix a été rétablie entre l'Amérique et la Grande-Bretagne, ce qui a répandu une joie universelle parmi toutes les parties, sauf nous, qui avons échappé à l'esclavage et nous étions réfugiés dans l'armée anglaise. Car une rumeur circulait à New York selon laquelle tous les esclaves [...] allaient être livrés à leurs maîtres, bien que certains d'entre eux aient passé trois ou quatre ans parmi les Anglais. Cette effroyable rumeur nous remplit tous d'une angoisse et d'une terreur inexprimables, surtout lorsque nous vîmes nos anciens maîtres venir de Virginie, de Caroline du Nord et d'autres régions, et s'emparer de leurs esclaves dans les rues de New York, ou même les tirer de leur lit. [...] Les Anglais eurent pitié de nous en ce jour de détresse et publièrent une proclamation indiquant que tous les esclaves qui s'étaient réfugiés dans les lignes britanniques devaient être libres [...]. Peu après, des navires ont été équipés et pourvus de tout le nécessaire pour nous transporter jusqu'à la Nouvelle-Écosse. [...] Nous avons eu l'occasion de quitter la Nouvelle-Écosse pour la Sierra Leone. Les avantages offerts aux Noirs étaient considérés comme précieux. Chaque homme marié se voyait promettre trente acres de terre, et chaque enfant mâle de moins de 15 ans avait droit à cinq acres. Nous devons également bénéficier d'un passage gratuit vers l'Afrique.

**Boston King, « Mémoires », The Methodist Magazine, for the Year 1798, 1799.**

## Explorer p. 192

### 5. Pourquoi Voltaire présente-t-il le système politique anglais comme un modèle ?

#### L'exil anglais

À la suite d'une querelle avec le chevalier de Rohan, François Marie Arouet, dit Voltaire (1694-1778), qui est déjà un écrivain célèbre, est emprisonné à la Bastille le 17 avril 1726. Il obtient d'être libéré contre la promesse de s'exiler en Angleterre, où il vit de mai 1726 à mars 1729.

#### Les Lettres anglaises

Son séjour londonien, au cours duquel il apprend la langue anglaise, lui inspire les Lettres philosophiques (parfois appelées Lettres anglaises). Elles sont publiées en Angleterre en 1733 et en France en 1734, sans autorisation.

Le livre est immédiatement condamné en France et Voltaire se réfugie chez son amie Émilie du Châtelet à Cirey, près de la frontière entre la France et la Lorraine, ce qui lui permet d'échapper à une éventuelle arrestation.

## **Doc 1 p. 192 : Un regard français sur le modèle anglais**

La nation anglaise est la seule de la Terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant et qui, d'efforts en efforts, ait enfin établi ce gouvernement sage où le Prince, tout puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire le mal, où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion. La chambre des Pairs<sup>4</sup> et celle des Communes sont les arbitres de la nation, le Roi est le sur-arbitre. [...] Il en a coûté sans doute pour établir la liberté en Angleterre ; c'est dans des mers de sang qu'on a noyé l'idole du pouvoir despotique ; mais les Anglais ne croient point avoir acheté trop cher de bonnes lois. Les autres nations n'ont pas eu moins de troubles, n'ont pas versé moins de sang qu'eux ; mais ce sang qu'elles ont répandu pour la cause de leur liberté n'a fait que cimenter leur servitude.

**Voltaire, « Sur le Parlement », Lettres anglaises, VIII, 1733**

---

<sup>4</sup> Expression francisée pour désigner la Chambre des lords.

## Explorer p. 193

### 6. Quel rôle joue Washington dans la mémoire américaine ?

#### Un père fondateur célébré

Héros de la guerre d'Indépendance et premier président des États-Unis, George Washington (1732-1799) a donné son nom à la nouvelle capitale fédérale en 1801 et au 42<sup>e</sup> État fédéré en 1889. Son rôle est mis en valeur dans de nombreux tableaux, comme celui du peintre germano-américain Emanuel Leutze (1816-1868).

Il représente un épisode célèbre : dans la nuit du 25 au 26 décembre 1776, Washington fait franchir à ses troupes le fleuve Delaware, prélude à leur victoire sur les loyalistes à la bataille de Trenton (26 décembre 1776). On peut noter que le drapeau des États-Unis n'a été créé qu'en 1777.

## Explorer p. 194

### 7. Pourquoi la Constitution des États-Unis n'a-t-elle pas aboli l'esclavage ?

#### Des États désunis face à l'esclavage

À leur naissance en 1776, les États-Unis sont peuplés d'environ 2,5 millions d'habitants, dont 500 000 noirs, qui sont à 90 % des esclaves. Les États du Nord et du centre abolissent l'esclavage dans les années suivant l'indépendance, au contraire de ceux du Sud.

#### La difficile quête d'un compromis

En 1787, l'abolition de l'esclavage fait l'objet d'âpres débats entre les 55 députés – dont 25 propriétaires d'esclaves – chargés de rédiger la Constitution. Pour obtenir le vote des députés du Sud, ceux du Nord et du centre acceptent de ne pas bannir l'esclavage au niveau fédéral. Il en résulte un texte qui présente des contradictions entre les principes émancipateurs dont il se réclame et les pratiques qu'il tolère encore. Dans tous les États, le droit de vote dont les noirs disposent en théorie est en fait entravé.

## **Doc 2 p. 194 : Un plaidoyer abolitionniste**

À un peuple dont les vertus caractéristiques sont la justice et la force d'âme, dans l'exercice desquelles il est devenu la merveille et l'étonnement de l'univers, nous, les habitants noirs de ces États-Unis, soumettons humblement l'adresse suivante.

Lorsque la Grande-Bretagne a tenté pour la première fois de forger des chaînes pour asservir l'Amérique, le noble esprit de liberté a fait entendre sa voix. L'Amérique, avec la douceur d'un agneau, s'éleva contre la méchanceté de cette tentative ; mais la Grande-Bretagne, privée de tout sentiment de justice et de vertu, et enfoncée dans tous les vices, persista obstinément dans cette tentative irréfléchie. L'Amérique alors, noblement animée par l'amour de la liberté, prenant la force d'âme d'un lion, s'avança et proclama : « Nous serons libres ». Le monde l'a regardé avec une admiration mêlée d'applaudissements. Lorsqu'on s'adresse [...] à des hommes dont le cœur est chaud et l'esprit élargi par l'acquisition récente de leur propre liberté, à des hommes dont les actions et les souffrances pour conserver et transmettre, sans diminution, les droits de l'humanité et les bénédictions de la liberté à leur postérité, ont été inégalées dans les annales de l'humanité [...], peut-on douter qu'ils deviendront les amis et les défenseurs des esclaves et des opprimés ?

**« Vox Africanorum » [La voix des Africains], pétition publiée  
dans le Maryland Gazette, 15 mai 1783.**

### **Doc 3 p. 195 : L'esclavage en débat**

#### **Luther Martin, député du Maryland**

« Les esclaves, par le danger d'insurrection qu'ils font peser, affaiblissent une partie de l'Union, que les autres parties se sont engagées à protéger. Le droit d'importer des esclaves est donc déraisonnable. En outre, il est incompatible avec les principes de la Révolution américaine et déshonorant pour l'image de l'Amérique de poursuivre l'importation d'esclaves. Je dis qu'il faut l'abolir. »

#### **John Rutledge, député de Caroline du Sud**

« Pour ma part, je ne crains pas les rébellions d'esclaves et j'exempterais volontiers les autres États de l'obligation de protéger le Sud contre elles. La religion et l'humanité n'ont rien à voir avec cette question de l'importation d'esclaves. L'intérêt seul est le principe directeur des nations. La véritable question qui se pose actuellement est de savoir si les États du Sud seront ou non parties à l'Union. Si les États du Nord consultent leur intérêt, ils ne s'opposeront pas à l'augmentation du nombre d'esclaves, qui augmentera le nombre de marchandises qu'ils exporteront. »

**Débats de la Convention constitutionnelle de Philadelphie, 21 août 1787.**

## **Doc 4 p. 195 : Les ambiguïtés de la Constitution**

Nous, le peuple des États-Unis, en vue de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer la prospérité générale et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous ordonnons et établissons la présente Constitution pour les États-Unis d'Amérique.

### **Article premier.**

#### Section I.

Tous les pouvoirs législatifs accordés par cette Constitution seront attribués à un Congrès des États-Unis, qui se composera d'un Sénat et d'une Chambre des représentants.

#### Section II.

1. La Chambre des représentants se composera de membres choisis tous les deux ans par le peuple des différents États ; dans chaque État, les électeurs devront remplir les conditions requises pour être électeur à l'assemblée législative la plus nombreuse de cet État.

2. Nul ne pourra être représentant à moins d'être âgé de vingt-cinq ans, d'être depuis sept ans citoyen des États-Unis et d'habiter, au moment de son élection, l'État dans lequel il sera élu.

3. Les représentants et les impôts directs seront répartis entre les différents États qui pourront faire partie de cette Union, proportionnellement au nombre de leurs habitants, qui sera déterminé en ajoutant au nombre total des personnes libres [...], à

l'exclusion des Indiens non soumis à l'impôt, trois cinquièmes de toutes les autres personnes.

**Constitution des États-Unis, 17 septembre 1787.**

## Explorer p. 196

### 8. En quoi les expériences politiques anglaise et nord-américaine ont-elles exercé une influence en Amérique du Sud ?

#### Les révolutions en Amérique du Sud

La déclaration d'indépendance de 1776 et la guerre qui s'ensuit ne passent pas inaperçues dans les autres colonies européennes d'Amérique. La victoire des Insurgents montre qu'une émancipation à l'égard de la métropole est possible. Aux Caraïbes et en Amérique du Sud, colons européens, mais aussi esclaves noirs, s'en inspirent pour revendiquer leur droit à la liberté. Les empires espagnol et portugais s'effondrent, donnant naissance à de nombreux États indépendants.

#### Simón Bolívar, le « libérateur »

Né à Caracas en 1783, éduqué en Europe, Simón Bolívar a participé aux guerres contre les forces espagnoles dans toute l'Amérique du Sud, gagnant le surnom de « Libertador » (Libérateur). Une fois les indépendances obtenues, il milite en faveur d'une union fédérale des anciennes colonies d'Amérique du Sud.

## **Doc 2 p. 196 : L'inspiration anglaise**

Je vous recommande donc, Représentants, l'étude de la Constitution britannique, car elle semble faite pour apporter le plus de bonheur possible aux peuples qui l'adoptent. Mais, aussi parfaite qu'elle soit, je suis bien loin de vous en proposer l'imitation servile. Quand je parle du système gouvernemental britannique, je me réfère seulement à ses traits républicains. À la vérité, peut-on appeler monarchie un régime qui reconnaît la souveraineté populaire, la séparation et l'équilibre des pouvoirs, la liberté civile, la liberté de conscience, de presse et tout ce qu'il y a de sublime en politique ? Peut-il y avoir plus de libéralisme dans quelque république ? Et peut-on prétendre à plus d'avantages dans l'ordre social ? Je vous recommande cette Constitution comme la plus digne de servir de modèle à tous ceux qui aspirent aux droits de l'homme et à tout le bonheur social compatible avec notre fragile nature. Or nous ne changerions en rien nos lois fondamentales si nous adoptions un pouvoir législatif semblable au Parlement britannique.

**Simón Bolívar, Discours prononcé pour l'inauguration du second congrès national vénézuélien, Angostura, 15 février 1819. Traduction Charles Vincent Aubrun, Bolivar, Pages choisies, éditions de l'IHEAL, 1966.**

## S'évaluer p. 198

### Sujet 1 p. 198

Les lords spirituels et temporels et les communes assemblés en Parlement, représentent très humblement à notre souverain seigneur le Roi qu'il est déclaré et arrêté par un statut fait sous le règne d'Édouard 1<sup>er</sup><sup>5</sup> [...] que le Roi ou ses héritiers n'imposeraient ni ne lèveraient de taille ou aide<sup>6</sup> dans ce royaume sans le consentement des archevêques, évêques, comtes, barons, chevaliers, bourgeois et autres hommes libres des communes de ce royaume [...]. Considérant néanmoins que, depuis peu, diverses commissions ont été données en plusieurs comtés à des officiers, avec instructions en suite desquelles votre peuple a été assemblé en plusieurs endroits et requis de prêter certaines sommes d'argent à Votre Majesté [...]. À ces causes, ils supplient humblement Votre très excellente Majesté que nul, à l'avenir, ne soit contraint de faire aucun don gratuit, prêt d'argent ni présent volontaire, ni de payer aucune taxe ou impôt quelconque, hors le consentement commun donné par loi du Parlement.

**Pétition adressée par le Parlement anglais au roi Charles I<sup>er</sup> en juin 1628. Traduit de l'anglais, in F.R. et P. Dareste. Les constitutions modernes, éd. 1928, tome I.**

---

<sup>5</sup> Roi d'Angleterre de 1239 à 1307.

<sup>6</sup> Impôts direct (taille) et indirect (aide).

## Sujet 2 p. 199

Il n'est pas au pouvoir de l'Angleterre de traiter l'Amérique comme nos intérêts l'exigent. Avant peu nos affaires seront trop importantes et trop compliquées, pour qu'une autorité placée si loin de nous, et qui nous connaît si peu, les régisse convenablement. Il est aussi impossible à l'Angleterre de nous gouverner que de nous conquérir. Avoir toujours deux ou trois mille lieues<sup>7</sup> à faire pour un rapport ou une pétition, attendre quatre ou cinq mois la réponse, avoir besoin, quand on l'a reçue, de cinq ou six autres mois pour l'expliquer, ce sont des choses que, sous très peu d'années, on regardera comme un enfantillage et une folie. Cela peut avoir été bon autrefois ; mais le temps est venu où il est à propos que cela finisse. Il est tout simple que des royaumes prennent sous leur protection des îles de peu d'étendue, incapables de se protéger elles-mêmes : mais il y a de l'absurdité à supposer un continent toujours gouverné par une île. La nature n'a point fait de satellites plus gros que leur planète ; et puisque l'une à l'égard de l'autre, l'Angleterre et l'Amérique renversent l'ordre commun des choses, il est évident qu'elles appartiennent à des systèmes différents ; la première à l'Europe, l'Amérique à elle-même. Ce n'est point l'orgueil, la rage des partis ou le ressentiment qui me font embrasser la doctrine de la scission et de l'indépendance. Je suis clairement et positivement persuadé, je le suis dans mon for intérieur, que le véritable intérêt de l'Amérique consiste à ne plus dépendre de la Grande-Bretagne.

---

<sup>7</sup> Une lieue équivaut à environ 4 km.

**Thomas Paine, Le Sens commun. Ouvrage adressé aux Américains, trad. de  
l'anglais, janvier 1776.**

## **Vers la spé HGGSP p. 200**

### **Pourquoi la mémoire de la révolution américaine fait-elle aujourd'hui l'objet d'usages politiques ?**

#### **1776 : an 1 du roman national américain**

La proclamation d'indépendance des États-Unis, le 4 juillet 1776, est l'acte fondateur de l'histoire du pays. C'est en référence à elle que la fête nationale, l'Independance Day, est célébrée tous les ans le 4 juillet. Dans les mémoires américaines, elle symbolise le triomphe des droits fondamentaux de l'individu, au premier rang desquels la liberté.

#### **1619 : une autre généalogie américaine**

Cependant, pointant le fait que les noirs furent longtemps privés de la jouissance de ces droits, la journaliste afro-américaine du New York Times Nikole Hannah-Jones a lancé, en 2019, le Projet 1619. Elle propose de faire de l'année 1619, qui vit l'arrivée des premiers esclaves africains en Virginie, le véritable acte fondateur de l'histoire des États-Unis. Une histoire dans laquelle la réalité des discriminations aurait été plus déterminante que les idéaux proclamés en 1776.

## Doc p. 200

La nation américaine a-t-elle été fondée en 1776, ou en 1619 ? On dirait peut-être le sujet d'une épreuve d'histoire, mais la question se trouve aujourd'hui au cœur de la présidentielle américaine de 2020. À la mi-septembre, à l'occasion d'un discours aux Archives nationales, Donald Trump a promis de créer une « Commission 1776 » afin de « rétablir l'instruction patriotique dans les écoles » et de contrer le discours qui veut présenter l'Amérique comme une « nation malfaisante et raciste ».

Le président a pris explicitement pour cible le « projet 1619 » – une série d'articles très controversés, publiés dans le New York Times et qui ont pour titre l'année qui a vu les premiers esclaves africains débarquer dans la colonie de Virginie. Ce projet éditorial revisite l'histoire des États-Unis en plaçant l'esclavage et l'oppression raciale au cœur du récit américain. Trump, lui, affirme que c'est la liberté qui devrait être considérée comme le thème clé de l'histoire américaine.

Quelqu'un de raisonnable pourrait en conclure que l'histoire des États-Unis est complexe et que dans un récit national, liberté et oppression ne s'excluent pas mutuellement. Mais ici, nous sommes face à de la politique pure et dure. [...]. Pour les démocrates, il s'agit maintenant à la fois de reconnaître la position cruciale qu'occupe la question de l'injustice raciale dans l'histoire américaine et de défendre une vision positive du pays, ce qui est attendu de tout président potentiel.

**Gideon Rachman, « America's history war looms over the presidential elections », Financial Times, 28 septembre 2020.**